

14° Patrimoine immatériel ;

15° Cirque. ».

Art. 6. Les articles 3 et 4 entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2015.

L'article 5 produit ses effets le 1^{er} juin 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 novembre 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,
S. GATZ

—
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Document. — Projet de décret, 473 - N° 1.

Session 2015-2016.

Documents. — Rapport, 473 - N° 2. — Texte adopté en séance plénière, 473 - N° 3.

Annales. — Discussion et adoption. Séance du 12 novembre 2015.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29612]

22 OCTOBRE 2015. — Décret relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Article 1^{er}. L'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est complété par les nouveaux alinéas 3 et 4 suivants :

« A partir du 1^{er} septembre 2016 pour les établissements de l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, et à partir du 1^{er} septembre 2017 pour les établissements de l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, officiel organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de philosophie et de citoyenneté est dispensé à raison de l'équivalent d'une heure hebdomadaire en lieu et place d'une des deux heures hebdomadaires du cours de religion ou de morale non confessionnelle. Ce cours fait partie de la formation obligatoire. Le cours de philosophie et de citoyenneté intervient dans la certification de la réussite de l'élève à chaque étape de son cursus dans l'enseignement obligatoire. »

« Pour les établissements de l'enseignement ordinaire et spécialisé officiel organisé ou subventionné par la Communauté française ainsi que pour les établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'élève dispensé du cours de religion ou de morale, suit une deuxième heure de cours de philosophie et de citoyenneté à partir du 1^{er} septembre 2016 pour les établissements de l'enseignement primaire, et à partir du 1^{er} septembre 2017 pour les établissements de l'enseignement secondaire. »

TITRE II. — *Dispositions modificatives du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 2. A l'article 9 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, un 11° est inséré, rédigé comme suit :

« 11°: à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté telle que visée au chapitre *Vbis* du présent décret. »

Art. 3. Un nouveau chapitre *Vbis* rédigé comme suit est inséré dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre :

« CHAPITRE *Vbis*. - De l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté

Art. 60bis § 1^{er}. Une éducation à la philosophie et à la citoyenneté est dispensée à partir du 1^{er} septembre 2016 dans les établissements de l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, et à partir du 1^{er} septembre 2017 dans les établissements de l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé et subventionné par la Communauté française. Elle fait partie de la formation obligatoire et est soumise à une évaluation.

L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté intervient dans la certification de la réussite de l'élève à chaque étape de son cursus dans l'enseignement obligatoire.

§ 2. L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté est dispensée sur base des référentiels inter-réseaux d'éducation à la citoyenneté visés à l'art. 60^{ter} du présent décret :

a) Dans le cadre du cours de philosophie et citoyenneté visé à l'art. 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, pour les établissements de l'enseignement officiel organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle à raison de l'équivalent d'une ou, en cas de dispense, deux période(s) hebdomadaire(s) ;

b) Pour les établissements de l'enseignement libre confessionnel ainsi que pour les établissements de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent exclusivement deux heures hebdomadaires de cours de morale non confessionnelle, dans le cadre des cours de la grille horaire à raison de l'équivalent d'une période hebdomadaire ou à raison de 30 périodes minimum par an.

L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté peut également être en partie complétée, dans le cadre des périodes visées ci-dessus, sur base des référentiels visés à l'article 60ter, par des activités éducatives citoyennes solidaires et culturelles développées au sein ou à l'extérieur de l'établissement scolaire.

§ 3. L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté a pour objectif le développement de compétences et savoirs relatifs notamment à l'éducation philosophique et éthique et à l'éducation au fonctionnement démocratique. Elle vise notamment :

1° Sur le plan de l'éducation philosophique et éthique :

a) la connaissance, dans une perspective historique et sociologique, des différents courants de pensée, philosophies et religions ;

b) la capacité de développer un questionnement philosophique ou éthique, un discernement éthique, une pensée propre sur des questions de sens et/ou de société (douter, conceptualiser, critiquer, tester, relativiser, rationaliser, argumenter) ;

c) la capacité de respecter le pluralisme des convictions et des représentations, ainsi que de se décentrer pour écouter le point de vue d'autrui, tout en argumentant ses choix éthiques et philosophiques propres ;

d) la capacité de gérer de manière non conflictuelle tensions, divergences, conflits...

e) la participation à des débats, au sein de l'école ou à l'extérieur de celle-ci.

2° Sur le plan de l'éducation au fonctionnement démocratique :

a) la capacité de vivre ensemble de manière harmonieuse et respectueuse dans une société démocratique et interculturelle, de s'y insérer et de s'y impliquer activement ;

b) la capacité de se développer comme citoyen, sujet de droits et de devoirs, solidaire, libre, autonome, tolérant et capable d'esprit critique via notamment le déploiement d'attitudes renforçant le sens collectif, le sens de la responsabilité, le respect de l'autre et de sa différence, le respect des règles, le dialogue, et la civilité ;

c) la connaissance des sources, principes et fondements de la démocratie ;

d) la connaissance de notre démocratie : les normes et sources de droit, les droits fondamentaux des personnes, les différents pouvoirs, l'organisation des institutions ;

e) la formation aux dimensions politique, sociale, économique, environnementale et culturelle de la citoyenneté, tant sur le plan local que global ;

f) la connaissance des grands enjeux et débats des sociétés contemporaines ;

g) la connaissance de la communication et des différents moyens d'information et le développement de l'esprit et de l'analyse critiques à leur égard ;

h) la participation à des activités liées à la démocratie scolaire ou locale.

L'éducation au bien-être constitue en outre un objectif inhérent aux objectifs précités. Elle vise notamment le développement de la compréhension de la psychologie et des relations humaines, de la maîtrise de soi, l'éducation aux relations affectives et l'acquisition de comportements de prévention en matière de santé et de sécurité pour soi et autrui.

L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté vise en outre le développement de modes de pensées, de capacité d'argumentation et de raisonnement critiques et autonomes ainsi que le développement d'attitudes responsables, citoyennes et solidaires. Les référentiels précisent les contenus des savoirs et compétences ainsi que les attitudes et démarches à développer.

Art. 60ter § 1^{er}. Par dérogation aux articles 16, 25, 26 et 35 du présent décret, le Gouvernement fixe les socles de compétences et les compétences terminales selon les modalités spécifiques visées dans le présent article.

Ces référentiels sont sanctionnés dans des arrêtés du Gouvernement, qui sont soumis à la confirmation du Parlement dans les six mois suivant leurs adoptions.

§ 2. Pour la rédaction des référentiels relatifs à l'éducation à la philosophie et la citoyenneté précitée, le Gouvernement détermine par arrêté les modalités spécifiques concernant le fonctionnement des groupes de travail visés au § 3 et le mode de communication et de transmission de leurs propositions au Gouvernement. Cet arrêté précise le mode de consultation de la commission de pilotage.

§ 3. Les groupes de travail visés au paragraphe 2 sont au nombre de deux : un pour le référentiel relatif aux socles de compétences et l'autre pour le référentiel relatif aux compétences terminales.

Le groupe de travail pour le référentiel relatif aux socles de compétences est composé de maximum 25 membres :

1° un membre représentant l'enseignement organisé par la Communauté française ;

2° deux membres représentant l'enseignement officiel subventionné ;

3° trois membres représentant l'enseignement libre subventionné dont un représentant de l'enseignement libre non confessionnel ;

4° deux membres du service général d'inspection proposés par l'inspecteur général coordonnateur ;

5° six membres représentant les universités proposés par l'ARES dont trois porteurs de titre en philosophie ;

6° six membres représentant les hautes écoles proposés par l'ARES ;

7° maximum quatre experts proposés par la Ministre de l'Education ;

8° un président proposé par la Ministre de l'Education.

Le groupe de travail pour le référentiel relatif aux compétences terminales est composé de maximum 25 membres :

1° un membre représentant l'enseignement organisé par la Communauté française ;

2° deux membres représentant l'enseignement officiel subventionné ;

3° trois membres représentant l'enseignement libre subventionné dont un représentant de l'enseignement libre non confessionnel ;

- 4° deux membres du service général d'inspection proposés par l'inspecteur général coordonnateur ;
 5° six membres représentant les universités proposés par l'ARES dont trois porteurs de titre en philosophie ;
 6° six membres représentant les hautes écoles proposés par l'ARES ;
 7° maximum quatre experts proposés par la Ministre de l'Education ;
 8° un président proposé par la Ministre de l'Education.

Le secrétariat des groupes de travail visés aux alinéas 2 et 3 est assuré, pour chaque groupe, par deux membres du personnel du Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement ou par des chargés de mission visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2003 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Commission de Pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française proposés par l'Administrateur général.

Les groupes de travail tiennent aussi des réunions communes afin d'harmoniser les propositions relatives à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire.

Art. 60^{quater} § 1^{er}. Les programmes relatifs à l'éducation à la citoyenneté sont élaborés, sur base des référentiels visés à l'article 60^{bis}, selon les modalités visées au présent article.

§ 2. Le programme du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est élaboré conformément aux articles 17, 27 et 36 du présent décret.

§ 3. Dans les établissements de l'enseignement libre confessionnel ainsi que dans les établissements de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent exclusivement deux heures hebdomadaires de cours de morale non confessionnelle, les référentiels visés à l'article 60^{bis} sont mis en œuvre à travers les programmes des cours de la grille horaire élaborés selon les articles 17, 27 et 36 du présent décret. Le pouvoir organisateur ou, en cas de délégation de compétences, l'organe de représentation et de coordination auquel il adhère dépose à l'administration un document précisant, selon les modalités visées par le Gouvernement, la manière détaillée avec laquelle les référentiels visés au présent chapitre sont exécutés dans les différents programmes des cours précités. »

Art. 4. Dans les établissements de l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française ainsi que dans les établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent exclusivement deux heures hebdomadaires de cours de morale non confessionnelle, l'inspection de l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté est opérée conjointement par l'inspecteur chargé des programmes des cours concernés et par un inspecteur chargé de l'inspection de l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, selon des modalités pratiques fixées par le Gouvernement au plus tard au 1^{er} septembre 2016 en tenant compte des conditions d'organisation concrètes des services de l'Inspection.

Dans les établissements de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française ainsi que dans les établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'inspection du cours de philosophie et de citoyenneté est opérée par un inspecteur chargé de l'inspection de l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté.

Les inspecteurs chargés de l'inspection de l'éducation à la philosophie et citoyenneté devront, pour exercer cette mission, avoir été agréés par les conseils généraux de concertation concernés à la majorité des deux tiers.

Art. 5. A partir de la rentrée scolaire 2020-2021, les enseignants des cours philosophiques devront obligatoirement avoir un titre pédagogique pour dispenser le cours de philosophie et de citoyenneté ou l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté.

Art. 6. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} septembre 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 octobre 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

Session 2014-2015

Documents du Parlement. Projet de décret, n°171-1

Session 2015-2016

Documents du Parlement. – Amendements de commission n° 171-2. – Rapport, n° 171-3. – Amendements de séance, n° 171-4.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 21 octobre 2015.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29612]

**22 OKTOBER 2015. — Decreet betreffende de organisatie
van een cursus filosofie en burgerzin en een opvoeding tot filosofie en burgerzin**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959
tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

Artikel 1. Artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt aangevuld met het volgende nieuwe derde lid en het volgende nieuwe vierde lid :

“Vanaf 1 september 2016, voor de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs, en vanaf 1 september 2017, voor de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, in het officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en gesubsidieerd, alsook in het niet confessioneel vrij secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, die de keuze tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer bieden, wordt een cursus filosofie en burgerzin verstrekt met het equivalent van één wekelijkse lestijd in plaats van één van beide wekelijkse lestijden van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer. Die cursus maakt deel uit van de verplichte vorming.

De cursus filosofie en burgerzin wordt in aanmerking genomen voor de bekrachtiging van het slagen van de leerling bij elke stap van zijn cursus in het leerplichtonderwijs.

Voor de inrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd alsook voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, volgt de leerling die van de cursus godsdienst of zedenleer vrijgesteld is, een tweede les van de cursus filosofie en burgerzin vanaf 1 september 2016, voor de inrichtingen voor lager onderwijs, en vanaf 1 september 2017, voor de inrichtingen voor secundair onderwijs.”.

TITEL II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 2. In artikel 9 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een 11° ingevoegd, luidend als volgt :

“11° aan de opvoeding tot filosofie en burgerzin, zoals bedoeld in hoofdstuk V bis van dit decreet”.

Art. 3. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren wordt een nieuw hoofdstuk V bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk Vbis. Opvoeding tot filosofie en burgerzin

Art. 60bis § 1. Er wordt een opvoeding tot filosofie en burgerzin vanaf 1 september 2016 verstrekt in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs, en vanaf 1 september 2017, in de inrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en gesubsidieerd. Ze maakt deel uit van de verplichte vorming en wordt geëvalueerd.

De opvoeding tot filosofie en burgerzin wordt in aanmerking genomen voor de bekrachtiging van het slagen van de leerling bij elke stap van zijn cursus in het leerplichtonderwijs.

§ 2. Opvoeding tot filosofie en burgerzin wordt verstrekt op grond van de netoverschrijdende referentiesystemen voor opvoeding tot burgerzin bedoeld in artikel 60ter van dit decreet :

a) In het kader van de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde officieel onderwijs alsook van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer met het equivalent van één, of, in geval van vrijstelling, twee wekelijkse lestijden;

b) Voor de inrichtingen van het confessioneel vrij onderwijs en voor de inrichtingen van het niet confessioneel vrij onderwijs die uitsluitend twee wekelijkse lestijden van de cursus niet confessionele zedenleer bieden, in het kader van de cursussen van de lesrooster, met het equivalent van één wekelijkse lestijd of met minstens 30 lestijden per jaar.

De opvoeding tot filosofie en burgerzin kan eveneens, in het kader van de hierboven bedoelde lestijden, op grond van de in artikel 60 ter bedoelde referentiesystemen, gedeeltelijk worden aangevuld met solidaire en culturele educatieve burgeractiviteiten die binnen of buiten de schoolinrichting worden ontwikkeld.

§ 3. Opvoeden tot filosofie en burgerzin heeft tot doel competenties en kennis te ontwikkelen inzonderheid in verband met de filosofische en ethische opvoeding en met de opvoeding tot democratisch werken. Hiermee wordt inzonderheid bedoeld :

1° Op het gebied van filosofische en ethische opvoeding :

a) de kennis, in historisch en sociologisch perspectief, van de verschillende denkstromingen, filosofische stromingen en godsdiensten;

b) de capaciteit tot het stellen van filosofische of ethische vragen, tot het ontwikkelen van ethisch onderscheidingsvermogen, eigen denken over vragen betreffende de zin en/of de maatschappij (twijfelen, begripvorming, kritiek, test, relativiseren, rationaliseren, argumenteren);

c) de capaciteit om pluralistische overtuigingen en voorstellingen te eerbiedigen, en afstand te nemen van zijn eigen denkwijze om naar het standpunt van anderen te kunnen luisteren, waarbij zijn eigen ethische en filosofische keuzen worden behouden;

d) de capaciteit om spanningen, uiteenlopende standpunten, conflicten op niet conflictueuze wijze te beheren;

e) deelneming aan debatten binnen of buiten de school.

2° Op het gebied van opvoeding tot democratisch werken :

a) de capaciteit om samen te leven op harmonieuze en respectvolle wijze in een democratische en interculturele maatschappij, zich erin in te schakelen en actief in te zetten;

b) de capaciteit om zich te ontwikkelen als burger, die rechten en plichten heeft, solidair, vrij, autonoom, verdraagzaam, met een kritische geest, onder meer via de ontplooiing van attitudes als oog voor het algemeen welzijn, verantwoordelijkheidszin, wederzijds respect, eerbied voor verschillen, naleving van regels, dialoog, wellevendheid;

c) de kennis van de oorsprong, de beginselen en de grondslag van democratie;

d) de kennis van onze democratie : de rechtsnormen en –grondslag, de fundamentele rechten van mensen, de verschillende machten, de organisatie van de instellingen;

e) de bewustmaking van de politieke, sociale, economische, milieu- en culturele aspecten van burgerzin, zowel op lokaal als op globaal vlak;

f) de kennis van de grote uitdagingen en debatten van hedendaagse maatschappijen;

g) de kennis van communicatie en de verschillende informatiemiddelen en de ontwikkeling van kritische geest en analyse tegenover die;

h) de deelneming aan activiteiten in verband met school- of lokale democratie.

Opvoeden tot welzijn is overigens een doelstelling die gepaard gaat met de voormelde doelstellingen. Dit houdt inzonderheid het volgende in : het begrijpen van psychologie en menselijke betrekkingen, zelfbeheersing, opvoeding tot affectieve betrekkingen en verwerving van preventieve gedragingen inzake gezondheid en veiligheid voor zichzelf en andere personen.

Opvoeden tot filosofie en burgerzin heeft bovendien de volgende doelstellingen : ontwikkeling van kritische en autonome denkwijzen, argumentatie- en redeneringscapaciteit, alsook van verantwoordelijke, burger- en solidaire attitudes. De referentiesystemen bepalen de inhoud van kennis en competenties alsook de te ontwikkelen attitudes en stappen.

Art. 60ter. § 1. In afwijking van de artikelen 16, 25, 26 en 35 van dit decreet, stelt de Regering de competentiesokkels(eindtermen) en de eindcompetenties(eindtermen) vast volgens de in dit artikel nader bepaalde regels.

Die referentiesystemen worden bekrachtigd door besluiten van de Regering, die het Parlement voor bevestiging worden voorgelegd binnen de zes maanden volgend op de aanneming ervan.

§ 2. Voor het opstellen van de referentiesystemen betreffende de opvoeding tot filosofie en burgerzin, zoals voormeld, stelt de Regering bij besluit de specifieke nadere regels vast voor de werking van de in § 3 bedoelde werkgroepen en de wijze van mededeling en overzending van hun voorstellen aan de Regering. Dat besluit bepaalt de wijze waarop de sturingscommissie wordt geraadpleegd.

§ 3. Er zijn twee in paragraaf 2 bedoelde werkgroepen : één voor het referentiesysteem betreffende de competentiesokkels en de andere voor het referentiesysteem betreffende de eindcompetenties.

De werkgroep voor het referentiesysteem betreffende de competentiesokkels is uit hoogstens 25 leden samengesteld :

1° een lid dat het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs vertegenwoordigt;

2° twee leden die het officieel gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen;

3° drie leden die het vrij gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen, waaronder één het niet confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigt;

4° twee leden van de algemene dienst inspectie die door de coördinerende inspecteur-generaal worden voorgedragen;

5° zes leden die de universiteiten vertegenwoordigen, voorgedragen door de ARES, "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur", (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), waaronder drie houder zijn van een bekwaamheidsbewijs in de filosofie;

6° zes leden, die de hogescholen vertegenwoordigen, voorgedragen door de ARES;

7° hoogstens vier deskundigen, voorgedragen door het Ministerie van Onderwijs;

8° een voorzitter, voorgedragen door het Ministerie van Onderwijs.

De werkgroep voor het referentiesysteem betreffende de eindcompetenties is samengesteld uit hoogstens 25 leden :

1° een lid dat het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs vertegenwoordigt;

2° twee leden die het officieel gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen;

3° drie leden die het vrij gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen, waaronder één het niet confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigt;

4° twee leden van de algemene dienst inspectie die door de coördinerende inspecteur-generaal worden voorgedragen;

5° zes leden die de universiteiten vertegenwoordigen, voorgedragen door de ARES, "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur", (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), waaronder drie houder zijn van een bekwaamheidsbewijs in de filosofie;

6° zes leden, die de hogescholen vertegenwoordigen, voorgedragen door de ARES;

7° hoogstens vier deskundigen, voorgedragen door het Ministerie van Onderwijs;

8° een voorzitter, voorgedragen door het Ministerie van Onderwijs.

Het secretariaat van de in het tweede lid en het derde lid bedoelde werkgroepen wordt, voor elke groep, waargenomen door twee personeelsleden van de Algemene Dienst Algemene Zaken, Onderzoek op het gebied van onderwijs en Sturing van het onderwijs, of door opdrachthouders bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2003 betreffende de organisatie en de werking van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, die door de administrateur-generaal worden voorgedragen.

De werkgroepen organiseren ook gemeenschappelijke vergaderingen om de voorstellen betreffende het basisonderwijs en het secundair onderwijs te harmoniseren.

Art. 60^{quater}. § 1. De programma's betreffende de opvoeding tot burgerzin worden, op grond van de in artikel 60^{bis} bedoelde referentiesystemen, opgemaakt volgens de in dit artikel nader bepaalde regels.

§ 2. Het programma van de cursus filosofie en burgerzin, bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt opgemaakt overeenkomstig de artikelen 17, 27 en 36 van dit decreet.

§ 3. In de inrichtingen van het confessioneel vrij onderwijs alsook in de inrichtingen van het niet confessioneel vrij onderwijs die uitsluitend twee wekelijkse lestijden niet confessionele zedenleer bieden, worden de in artikel 60^{bis} bedoelde referentiesystemen uitgevoerd via de cursusprogramma's van de uurrooster, opgemaakt volgens de artikelen 17, 27 en 36 van dit decreet. De inrichtende macht of, in geval van delegatie van bevoegdheden, het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is, legt de administratie een document voor dat, volgens de bij de Regering bedoelde nader bepaalde regels, de wijze vermeldt waarop de in dit hoofdstuk bedoelde referentiesystemen worden uitgevoerd in de verschillende voormelde cursusprogramma's."

Art. 4. In de inrichtingen van het confessioneel vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd alsook in de inrichtingen van het niet confessioneel vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd die uitsluitend twee wekelijkse lestijden niet confessionele zedenleer bieden, wordt de inspectie van de opvoeding tot filosofie en burgerzin gezamenlijk uitgevoerd door de inspecteur belast met de betrokken cursusprogramma's en door een inspecteur belast met de inspectie van de opvoeding tot filosofie en burgerzin, volgens de regels die door de Regering uiterlijk op 1 september 2016 nader bepaald zullen worden, rekening houdend met de voorwaarden voor de concrete organisatie van de inspectiediensten.

In de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs alsook in de inrichtingen van het niet confessioneel vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, wordt de inspectie van de cursus filosofie en burgerzin uitgevoerd door een inspecteur belast met de inspectie van de opvoeding tot filosofie en burgerzin.

Om die opdracht uit te voeren, zullen de inspecteurs belast met de inspectie van de opvoeding tot filosofie en zedenleer door de betrokken algemene overleggraden met een tweederdemeerderheid erkend moeten zijn.

Art. 5. Vanaf het begin van het schooljaar 2020-2021, zullen de leerkrachten die filosofische cursussen verstrekken, houder moeten zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs om de cursus filosofie en burgerzin of opvoeding tot filosofie en burgerzin te verstrekken.

Art. 6. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 22 oktober 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2014-2015

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 171-1.

Zitting 2015-2016

Sutten van het Parlement. — Commissieamendementen, nr. 171-2. — Verslag, nr. 171-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 171-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 21 oktober 2015.